

OUÛ EST LA GAUCHE ?

Par Emmanuel Halperin,
notre correspondant à Jérusalem

Certains, sans doute, s'en réjouissent: les partis de gauche israéliens, jadis majoritaires et qui faisaient, naguère encore, jeu égal avec la droite, toutes sensibilités réunies, semblent s'évaporer, se recroqueviller comme peau de chagrin, jusqu'à paraître négligeables dans le jeu politique qui s'ouvre avec la succession d'Ehud Olmert.

Les derniers sondages d'opinion donnent de cinq à six sièges au Parti Meretz et de douze à treize sièges seulement au Parti travailliste en cas d'élections anticipées. Au total moins de vingt députés sur cent-vingt. On pourrait à la rigueur y adjoindre les dix mandats qui iront aux partis arabes, si tant est que le soutien apporté à des mouvements nationalistes antisionistes ou islamistes peut être qualifié de vote à gauche. A vrai dire, on ne le peut pas. Certains donc s'en réjouissent. A tort. Pour qu'une démocratie soit vivante, il faut qu'elle pratique l'alternance, ou tout au moins qu'elle en ménage la possibilité. Ce n'est plus le cas. Certes, des mouvements politiques comme Shalom Akhchav poursuivent leur action, mais sans retrouver l'adhésion populaire d'un grand nombre d'Israéliens, comme dans les années 80 et 90. Et les anarchistes, qui font parler d'eux en manifestant bruyamment contre le tracé de la barrière de sécurité, ne bénéficient d'aucune assise électorale et ne sont que ce qu'ils sont: des groupuscules.

Il semble même que la plupart des organisations extraparlimentaires qui militaient pour le démantèlement des implantations, pour le retour aux frontières de 1967 ou pour la dissolution de «l'État sioniste» et son remplacement par un «État de tous les citoyens» soient en nette perte de vitesse, et surtout d'énergie. Les cadres vieillissent, les jeunes sont moins nombreux à prendre la relève, les messages s'usent. L'objectif - la paix, une vraie paix - qui pouvait susciter l'enthousiasme, apparaît désormais à beaucoup comme lointain, sinon illusoire, sinon utopique. Moins nombreux, moins sûrs d'eux, sont ceux qui affirment qu'une solution dé-



pend avant tout d'Israël, de gestes et de concessions faits par Israël.

Les causes de cette désillusion, peut-être temporaire, sont évidentes: le dégagement israélien de Gaza et le démantèlement des implantations n'ont eu aucun effet bénéfique. Le discours du Hamas, solidement enraciné à Gaza, est totalement négatif et parle le langage de la destruction. Et tout le monde sait, tout le monde comprend, même à l'extrême gauche, que le gouvernement de l'OLP à Ramallah, celui avec lequel on négocie ou fait semblant, ne se maintient que grâce à la présence militaire israélienne en Judée et en Samarie. Son impopularité est flagrante, sa légitimité sujette à caution, sa capacité à appliquer un éventuel accord quasiment nulle.

Les dirigeants de la gauche parlementaire avancent une autre explication pour justifier ce qu'ils considèrent comme un paradoxe. Selon eux, les thèses qu'ils présentaient au lendemain de la Guerre des Six jours ou de celle du Kippour - essentiellement, la création d'un État palestinien aux côtés d'Israël, sur le territoire de la Cisjordanie et de Gaza - ont triomphé et sont devenues quasiment consensuelles. Aujourd'hui, la solution des deux États apparaît comme une nécessité, comme un moindre mal, comparée à un pourrissement de la situation conduisant, à terme mais inexorablement, à une majorité arabe à l'ouest du Jourdain et donc à un État unitaire qui serait par définition arabe. Nous avons raison il y a quarante ans, disent-ils, et nous avons progressivement convain-

cu l'opinion. Si celle-ci se détourne de nous, ce n'est donc pas par désaccord profond avec nos messages, c'est parce que la conjoncture donne l'avantage aujourd'hui à ceux qui tiennent un discours plus sécuritaire, ou du moins qui donnent l'impression d'être plus coriaces dans une éventuelle négociation. Et ils ajoutent, ces dirigeants de la gauche, avec un certain fatalisme, que le scénario est finalement bien connu: tout le monde pose les bonnes questions, la gauche apporte les bonnes réponses, et c'est la droite qui fait la paix. Tout cela n'est pas faux et serait peut-être convainquant, si la droite – ou quiconque – pouvait effectivement faire la paix. Car le débat ne porte pas tant sur les paramètres d'une éventuelle solution, que sur la bonne – ou la moins mauvaise – façon de gérer l'impossibilité d'y parvenir. Il est vrai que la plupart des partis politiques de droite ont accepté – nolens volens – la thèse des deux États, mais alors que la gauche affirme encore être en mesure de mener à bien une négociation, la droite, dans son ensemble, y compris la plupart de dirigeants du parti au pouvoir Kadimah, projette un scepticisme que partage, selon toute vraisemblance, la majorité des Israéliens.

C'est donc la désillusion, le sentiment croissant de vivre dans une impasse que les rêves avortés des utopistes n'ont fait que rendre plus évidente, ainsi que la montée des périls sécuritaires – bombe iranienne en tête – qui font le lit d'une prochaine victoire électorale des partis de droite. Ce sont là des motivations négatives, pas du tout le choix d'une solution, ou de propositions, ou d'une approche que ces partis présenteraient, en toute clarté, aux électeurs. Ni projet de société, ni plan de paix, ni idées neuves dans le domaine de la sécurité des citoyens. Un statu quo musclé, un rétablissement de la capacité de dissuasion de l'État juif face aux menaces qui s'accumulent, une promesse de stabilité assurant la poursuite de la prospérité économique de ces dernières années, voilà à peu près tout ce que les électeurs – si des élections anticipées sont décrétées – entendront de la part des leaders de la droite. Et si l'on en croit les sondages, les votes additionnés du Likoud, d'Israël Beiténou, du Yichoud Leumi, du Shas et des autres partis religieux conféreront à un gouvernement Netanyahu une solide majorité. Le Kadimah, un parti de circonstance, né d'un calcul politicien, pragmatiste par choix, opportuniste par nécessité, n'aurait sans doute aucun mal à rejoindre une telle majorité, la plupart de ses membres et de ses dirigeants étant des transfuges du Likoud. Ce serait un retour massif au bercail, pour la plupart sans douleur.

Les ambitieux de la société civile l'ont compris: ils ne rejoignent guère les rangs du Parti travailliste, ils préfèrent se déclarer tout à coup Likoud. C'est ce qu'ont fait récemment deux personnalités pro-

ches de la mouvance travailliste, l'ancien général Uzi Dayan et l'ancien chef de la police Assaf Hefetz. Et d'autres ralliements de ce type sont à prévoir.

Ces hommes n'ont pas le sentiment de trahir une idéologie. Ils pensent que les clivages d'antan n'ont plus grand sens, qu'il faut renforcer le parti qui a les meilleures chances d'assurer une certaine stabilité, une certaine continuité, une certaine cohérence. Pour le reste, il faudra de toute façon naviguer au plus juste, en tenant compte des intérêts stratégiques des États-Unis et de l'Europe, sans plan d'ensemble et sans horizon.

Comment expliquer, dans ces conditions, que le Likoud ne soit crédité dans les sondages que d'une trentaine de sièges alors que dans le passé les grands partis obtenaient au minimum une quarantaine de mandats, ce qui leur conférait un leadership incontestable? Encore un paradoxe: celui qui dirige cette formation est sans conteste le plus populaire des hommes politiques israéliens, mais aussi le plus contesté, pour ne pas dire le plus détesté. Et le Likoud n'est pas parvenu à se défaire de l'image d'affairisme, qui avait précipité sa chute. Les Israéliens sont quasi unanimes à le dire: ils voudraient moraliser la vie politique, ils voudraient avoir foi en leurs dirigeants, ils voudraient s'assurer que la justice ne sera pas perpétuellement à leurs trousses. C'est ce qui explique en grande partie la relative popularité de Mme Livni: elle n'est pas corrompue, elle ne s'est pas enrichie indûment, elle ne traîne apparemment aucune casserole. Pour que le Likoud puisse l'emporter de manière décisive, un choix s'impose aujourd'hui à ses dirigeants: faire de la place, beaucoup de place, à des hommes et à des femmes qui inspireraient confiance aux Israéliens. Il ne s'agit pas d'une volonté de réarmement moral ni de purification, simplement un désir profond de voir, à la tête du pays, des gens honnêtes. De droite, de gauche, ou du centre, simplement honnêtes.

“SHALOM” on the internet

“שלום” באינטרנט

“ШАЛОМ” в интернете

www.shalom-magazine.com